

Mussolini, encombrant citoyen d'honneur des communes d'Italie

Cent ans après avoir octroyé la citoyenneté d'honneur au dirigeant fasciste, la commune de Salò vient de voter la révocation de ce titre honorifique. Une décision symbolique dans l'Italie de Giorgia Meloni, où des centaines de villes se refusent encore à faire de même.

[Cécile Debarge](#)

12 mars 2025 à 17h55

AncôneAncône (Italie).– C'est une simple feuille A4, à l'en-tête sommaire, sur laquelle s'alignent une quinzaine de lignes tapées à la machine à écrire. On y loue Benito Mussolini en « *grand reconstruteur de la Nation* », tout en invitant les villes italiennes à se faire « *l'écho enthousiaste* » de sa [marche sur Rome](#).

Établi pour octroyer au Duce la citoyenneté d'honneur de Brescia, une commune de 200 000 habitant·es en Lombardie, ce document s'inscrit dans la démarche lancée par le ministère de l'intérieur en 1924, lorsqu'il avait ordonné à près de 8 000 municipalités d'accorder cette distinction au dirigeant fasciste.

Pour retrouver ce document, Andrea Curcio a dû fouiller dans les archives. C'est en se penchant sur cette histoire dès son élection, en 2018, que ce conseiller municipal démocrate a découvert que Brescia comptait toujours Mussolini parmi ses citoyens d'honneur. « *La citoyenneté d'honneur doit donner des exemples vertueux. Dans une ville et un pays antifascistes, donner Benito Mussolini en exemple à ses propres citoyens, ce n'est pas souhaitable* », dit-il.

Andrea Curcio a rédigé une motion pour demander la révocation de ce titre, mais elle a été balayée par la pandémie. Elle sera soumise au vote du conseil municipal dans les prochains mois.



Benito Mussolini (au centre) et Filippo Turati (à droite) chantent « Giovinezza », l'hymne officiel du Parti national fasciste italien, en 1928. © Photo Leemage via AFP

Combien de communes italiennes comptent encore cet encombrant citoyen d'honneur ? Aucun chiffre officiel n'existe, mais probablement des centaines. En 2017, trois députés issus du parti de gauche Sinistra Italiana [avaient demandé](#) au ministre de l'intérieur un recensement exhaustif des communes ayant octroyé puis révoqué cette citoyenneté honorifique. En vain.

À la Libération, certaines villes s'en sont affranchies aussitôt : Naples ou Matera dès 1944, Arezzo dans la foulée. Pour les autres, ce fut le silence. *« Après-guerre, il n'y a pas vraiment eu de politique visant à maintenir ou non cette citoyenneté d'honneur, contextualise Amedeo Osti Guerrazzi, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Padoue. C'est à la fois un peu d'oubli, de gêne et d'envie des Italiens d'oublier cette période. »*

« J'imagine qu'un siècle plus tard, c'est difficile pour de nombreuses petites villes de reconstruire cette histoire, les archives de l'époque ont pu être perdues », avance le conseiller municipal de Brescia. Andrea Curcio aimerait *« que la révocation de la citoyenneté d'honneur ne soit pas chargée de trop de poids politique pour ne pas créer de division là où il ne devrait y en avoir aucune »*.

Ces villes qui refusent la révocation

Pourtant, les démarches de révocation sont loin de faire l'unanimité. Les débats qui ont animé le conseil municipal de Salò, [le 26 février](#), l'illustrent bien. Le symbole y est plus fort qu'ailleurs. C'est dans cette commune d'à peine 10 000 habitant·es, sur les bords du lac de Garde, que Mussolini avait installé plusieurs ministères de la République sociale italienne, aussi connue sous le nom de république de Salò, en septembre 1943.

Ce 26 février, il s'agissait de la troisième tentative de révoquer la citoyenneté d'honneur du dirigeant fasciste. En avril 2019, puis en février 2020, le conseil municipal avait refusé.

Sur les bancs de l'opposition, la conseillère Erminia Bonfanti s'agace : *« C'est un sujet anachronique, une bataille inutile et insensée contre un fantôme avec lequel la gauche n'a pas réussi à faire ses comptes »*, considère cette élue sur la liste de la coalition dite de centre-droit Salò 2.0 – qui va jusqu'à l'extrême droite de Giorgia Meloni.

Ses collègues de banc renchérissent : cette motion serait, à les en croire, le *« fruit d'une idéologie facile et décadente »*, du *« marketing politique »*, *« un acte de fracture »*, une tentative *« myope et risquée d'effacer un morceau d'histoire dérangeante et inévitable qui devrait servir de leçon à tout le monde »*.

C'est une sorte de revanche a posteriori qui ne changerait rien à cette histoire.

Giorgio Gori, ancien maire de Bergame

La motion est finalement approuvée. Le lendemain, la commune de Casalecchio di Reno fait de même. Dans cette ville aux portes de Bologne, tous les partis ont voté pour, [à l'exception](#) des conseillers de Fratelli d'Italia (FdI), le parti de la cheffe du gouvernement, qui se sont

abstenus. Mais dans des dizaines d'autres communes, du nord au sud du pays, des motions identiques ont été rejetées.

C'est notamment le cas à Oristano, une commune sarde de 30 000 habitant·es. « *La motion sur la citoyenneté d'honneur a été rejetée [en 2021 – ndlr] mais on a voté à l'unanimité une motion antifasciste et contre tous les totalitarismes* », souligne l'ancien maire de la ville, Andrea Lutz, aujourd'hui retiré des affaires politiques. Alors à la tête d'une coalition de centre-droit, [l'élue avait ainsi estimé](#) : « *Se déclarer antifasciste comme nous l'avons fait est suffisant pour rappeler notre position sur les régimes totalitaires et la démocratie.* »

Le maintien de la citoyenneté d'honneur à Mussolini est parfois aussi le fait de majorités de gauche, comme à Bergame en 2015. En guise de justification, l'ancien maire de la ville lombarde, Giorgio Gori, aujourd'hui eurodéputé démocrate, renvoie à ses déclarations de l'époque : « *Si l'histoire est mémoire, ces événements méritent d'être préservés*, avait-il dit. *En proposer l'effacement, c'est à mon sens une erreur qui, malgré les motivations compréhensibles, dénonce un manque de distance nécessaire avec les faits de l'histoire, presque une sorte de revanche a posteriori qui ne changerait rien à cette histoire.* »

L'Italie face à ses chantiers mémoriels

Au milieu des rizières de la région de Verceil, la commune de Pezzana a pris une décision plus singulière encore : en septembre 2021, son conseil municipal a renouvelé [à l'unanimité](#) la citoyenneté d'honneur du Duce. Un mois plus tôt, l'ancien président des radicaux italiens, Igor Boni, avait écrit à cette ville de 1 300 habitant·es pour lui demander le retrait de ce titre honorifique.

« *Sans aucune discussion, le maire a proposé de confirmer la citoyenneté d'honneur et les huit conseillers présents ont voté pour* », retrace Giulio Manfredi, militant au sein du parti Europa Radicale. Une révocation aurait été « *une grave altération de l'histoire* », peut-on lire dans le procès-verbal de la délibération.

Giulio Manfredi fait partie de l'association radicale Adelaide-Aglietta, qui multiplie depuis quatre ans les initiatives pour faire révoquer la citoyenneté d'honneur de Mussolini à Pezzana : flash-mob devant la mairie, lettre au président italien Sergio Mattarella, rencontre avec le préfet... « *Nos actions ont eu très peu d'écho, même les grands partis d'opposition n'ont pas dit grand-chose* », déplore le militant.

À lire aussi

[Giacomo Matteotti, proie du fascisme italien d'hier et d'aujourd'hui](#)

27 juin 2024

Seul le député radical Riccardo Magi a accepté de porter leur voix. [À l'automne 2022](#), il avait ainsi demandé au gouvernement de Giorgia Meloni, fraîchement élue, de prononcer un décret pour révoquer la citoyenneté d'honneur dans toutes les communes du pays. Il a reçu une fin de non-recevoir en février 2023.

La question renvoie immanquablement aux grands chantiers mémoriels qui se font attendre. « *Il y a eu une volonté politique, y compris au sein de la gauche, d'oublier ce qu'avait été le*

fascisme, notamment pour montrer que le peuple italien était bien autre chose, donc moins on en parlait, mieux c'était », analyse l'historien Amedeo Osti Guerrazzi.

Le 25 avril, l'Italie fêtera les quatre-vingts ans de sa libération, une date historiquement marquée par de fortes mobilisations antifascistes, mais qui a connu [son lot de polémiques](#) depuis l'arrivée au pouvoir de Meloni. « *Le climat général est plutôt défavorable à l'antifascisme, considéré comme dépassé, conclut le professeur. Il y a le désir de dépasser l'antifascisme au nom d'un système politique plus efficace et moins démocratique, en Italie mais aussi dans d'autres pays européens ou aux États-Unis. »*

[Cécile Debarge](#)